

bustible sur l'économie de la région et je veux parler aussi bien de la hausse qui a déjà eu lieu que de celle à laquelle on doit s'attendre. Ce faisant, je ne veux pas minimiser les effets de ces hausses sur les gens, mais cet après-midi je voudrais faire comprendre au ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources (M. Gillespie)—qui se trouve à la Chambre et qui est le ministre compétent en la matière—les effets de ces augmentations du coût de l'énergie sur le programme d'ensemble du gouvernement en vue de supprimer les disparités régionales dans les provinces Maritimes. C'est une question qui devrait intéresser énormément le ministre de l'Expansion économique régionale.

Supprimer les disparités régionales a toujours été l'un des objectifs importants de la politique gouvernementale depuis que l'actuel premier ministre (M. Trudeau) est à la tête du gouvernement, et même avant lui. Les résultats n'ont pas été particulièrement éclatants, mais le gouvernement en a fait une priorité et a dépensé une grande partie de l'argent du contribuable dans l'espoir de diminuer les disparités régionales en favorisant le développement de l'économie des Maritimes. Depuis 1968, année de la création du ministère de l'Expansion économique régionale, je ne cesse de dire que l'une des grandes faiblesses du programme d'expansion économique régionale du gouvernement est le manque de coordination au sein du gouvernement lui-même. Il est arrivé que le ministre de l'Expansion économique régionale prenne des mesures positives et utiles pour s'apercevoir qu'elles sont réduites à néant par une initiative, par exemple, du ministre des Transports.

Nous examinons aujourd'hui un exemple frappant d'une situation qui sabotera manifestement les efforts que tente le ministère de l'Expansion économique régionale pour développer l'économie de l'ensemble des provinces Maritimes. Je ne veux pas être injuste envers le ministre mais, à mon avis, en tant que ministre responsable, il a abordé toute cette question de façon on ne peut plus désinvolte—je ne veux pas parler du ministre actuellement chargé de ce portefeuille mais du ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources. Nous avons ici un exemple flagrant de situation qui menace de s'aggraver, une situation des plus fâcheuses pour l'expansion de l'industrie dans les provinces de l'Est; c'est là un exemple flagrant du manque de coordination des initiatives gouvernementales.

Le ministre des Finances (M. Macdonald) a dit l'autre jour à la Chambre qu'il n'était pas probable que le gouvernement du Canada entreprenne d'égaliser les tarifs d'électricité d'un bout à l'autre du pays. J'en conviens. Mais je tiens à poser la question suivante: quelles seront les conséquences économiques de la situation actuelle en ce qui concerne les tarifs de l'électricité dans les provinces de l'Atlantique? Quelles incidences aura la hausse du coût de l'électricité sur le mouvement de l'économie dans ces provinces? Est-il possible de trouver une réponse, ne serait-elle que partielle, qui n'ait pas pour effet de réduire à néant toute initiative positive entreprise par le ministère de l'Expansion économique régionale, les provinces et les gens eux-mêmes? Est-il possible d'adopter cette approche, au lieu de se contenter comme semble faire le ministre, de ne rien faire en se disant que le gouvernement fédéral a déjà donné beaucoup à la population des Maritimes?

● (1540)

J'admets avec le ministre que, financièrement, on a déjà fait beaucoup, en termes de partage fiscal et de péréquation. Mais qu'il me soit permis de demander s'il est raisonnable, après avoir consenti des dépenses dont le ministre aime se vanter, de vouer cet effort à l'échec en laissant monter les prix de l'énergie? Qu'on accorde au ministre et à son gouvernement le mérite des mesures qu'ils ont pris sur

Énergie

le plan de la péréquation et des autres programmes spéciaux. Mais s'ils tiennent à se l'attribuer ce mérite, qu'ils expliquent alors à la population des Maritimes et du Canada tout entier pourquoi, après avoir pris pareilles initiatives, ils restent inactifs quand le prix de l'électricité augmente de la sorte, pendant qu'ils laissent le prix du pétrole monter au niveau des cours mondiaux.

Le ministre et les autres porte-parole gouvernementaux ont laissé entendre à plusieurs reprises que diverses solutions s'offrent à la Nouvelle-Écosse. Ils veulent ainsi donner à penser que le gouvernement provincial, ou du moins quelqu'un en Nouvelle-Écosse a refusé d'entendre la voix de la sagesse émanée à diverses reprises des instances fédérales.

Quelles sont les solutions qui s'offrent à la Nouvelle-Écosse pour remplacer par exemple le mazout dans la production de l'électricité? Il y a le passage au charbon. Le député de Don Valley (M. Gillies) et mon distingué collègue néo-démocrate de Cape Breton-East Richmond (M. Hogan) en ont déjà parlé. Les perspectives existent je suppose d'une augmentation notable de l'utilisation du charbon en Nouvelle-Écosse dans la production de l'électricité. Mais cela exigerait d'importants investissements, qui ne peuvent se faire du jour au lendemain. Comme le député de Cape Breton-East Richmond ne le sait que trop bien, une mine de charbon ne s'ouvre pas en 6 mois, ni en 1 an, ni même en 2 ans. Cela exige du temps.

Je veux être franc avec les députés, monsieur l'Orateur. Dans quelle mesure le fait de remplacer le pétrole par le charbon réduirait-il le coût de l'énergie en Nouvelle-Écosse? Selon moi, ce serait une excellente chose parce que cela créerait de l'emploi en Nouvelle-Écosse et donnerait plus de prospérité aux régions de charbonnage de la province. Cependant, j'imagine que le prix du charbon tiré des mines aurait tendance à augmenter de façon à se rapprocher du prix du pétrole. Je vois que le député de Cape Breton-East Richmond est d'accord avec moi. Pour qu'il n'y ait aucun risque de malentendu, je signale que je préconise certainement l'utilisation du charbon pour la production d'énergie en Nouvelle-Écosse, mais que je doute fort que du point de vue des BTU, à la longue, le charbon soit une source d'énergie électrique moins dispendieuse que le pétrole. D'après la façon dont le député de Cape Breton-East Richmond hoche la tête, j'imagine qu'il convient que c'est probablement le cas, bien qu'il ait comme moi indiqué qu'il préconise l'utilisation de charbon à cette fin étant donné l'expansion et les occasions d'emploi que cela entraînerait. De toute façon, tout changement en ce sens serait long à se faire.

Les ministres fédéraux ont aussi parlé de la possibilité de construire un réseau électrique interprovincial. Cela aussi prendrait du temps. Des enquêtes menées récemment indiquent que les provinces Maritimes ne pourront probablement pas profiter d'une source d'énergie quelconque située à l'extérieur des provinces d'ici de nombreuses années. Rien n'indique que même si l'on pouvait construire un réseau électrique en six mois, la Nouvelle-Écosse et l'Île-du-Prince-Édouard payeraient l'énergie qu'elles utilisent moins cher. Absolument rien n'indique que le Québec, Terre-Neuve ou le Labrador seront en mesure de fournir cette énergie avant bien des années.

Une autre possibilité est l'énergie nucléaire. Si je ne m'abuse, la station du Nouveau-Brunswick ne sera pas terminée avant 1980, mais combien l'énergie qu'elle produira coûtera-t-elle? J'espère bien pour le Nouveau-Brunswick que ce ne sera pas trop cher. Je doute que le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources nous donne une